Rôle de la séance publique du 09/10/2025 à 09h30

Président : Monsieur Chabert
Assesseurs : Monsieur Teulière et Monsieur Riou
Greffier : Monsieur Kinach

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

01) N° 240058 **RAPPORTEUR : M. Riou**

Demandeur	M. V Thibault	Me GUYON
Défendeur	COMMUNE DE TOURBES MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER	

M. Thibault V demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n°2200205 du 9 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 6 septembre 2021 par lequel le maire de la commune de Tourbes lui a refusé la délivrance d'un permis de construire pour deux maisons à usage d'habitation, Chemin de terre fine, ensemble les décisions de rejet opposées à son recours gracieux, le 15 novembre 2021 par le maire de Tourbes et le 6 janvier 2022 par le préfet de l'Hérault ;
- 2°) d'annuler l'arrêté du 6 septembre 2021, les décisions des 15 novembre 2021 et 6 janvier 2022 ;
- 3°) d'enjoindre à la commune de Tourbes et au préfet de l'Hérault de lui délivrer le permis de construire dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision à venir et sous astreinte de 50 euros par jour de retard ;
- 4°) de mettre à la charge solidairement de la commune de Tourbes et de l'Etat la somme de 3 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

02) N° 2400606

RAPPORTEUR : M. Riou

Demandeur	SFR	BIDAULT
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN	CHICHET-HENRY-PAILLES-

La société française de radiotéléphone demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2204095 du 29 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 23 juin 2022 par lequel le maire de la commune de Saint-Cyprien a fait opposition à la déclaration préalable qu'elle a déposée le 4 mai 2022 en vue de l'installation d'un pylône de radiotéléphonie mobile et de sa zone technique sur la parcelle cadastrée située chemin rural de la Varnède ;
- 2°) d'annuler l'arrêté du 23 juin 2022 ;
- 3°) d'enjoindre la commune de Saint-Cyprien de lui délivrer la décision de non-opposition à la déclaration préalable objet de la présente instance dans un délai de 15 jours à compter de la notification du jugement à intervenir et sous astreinte de 100 euros par jour de retard et, subsidiairement, de se prononcer à nouveau sur la déclaration préalable à laquelle il s'est opposé dans les mêmes conditions de délai et d'astreinte ;
- 4°) de mettre à la charge de la commune de Saint-Cyprien la somme de 4000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

03) N° 2401334

RAPPORTEUR : M. Riou

Demandeur	M. S GEORGES Mme S Elisabeth M. S PAUL	Me ORTIGOSA-LIAZ Me ORTIGOSA-LIAZ Me ORTIGOSA-LIAZ
Défendeur	COMMUNE DE POUZILHAC	DL AVOCATS - ME DUCROUX

Les consorts S demandent à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n°2200352 du 19 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté leur demande tendant à l'annulation du certificat d'urbanisme du 6 septembre 2021 par lequel le maire de Pouzilhac a déclaré non réalisable la construction d'une maison individuelle sur la parcelle cadastrée section AA n° 61, ensemble la décision implicite de rejet de leur recours gracieux du 20 décembre 2021 ;
- 2°) d'annuler le certificat d'urbanisme du 6 septembre 2021 et la décision implicite de rejet du 20 décembre 2021 ;
- 3°) de mettre à la charge de la commune de Pouzilhac la somme de 2 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2400695

RAPPORTEUR : M. Riou

Demandeur	PREFECTURE DE L'AVEYRON	
Défendeur	M. B Oussama	DIALEKTIK AVOCATS AARPI

Le préfet de l'Aveyron demande à la cour d'annuler le jugement n°2304986 du 22 février 2024 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a, d'une part, annulé son arrêté du 22 mai 2023 par lequel il a refusé de délivrer un titre de séjour à M. Oussama B, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et a fixé le pays de destination et, d'autre part, l'a enjoint de délivrer à M. B un certificat de résidence algérien portant la mention « vie privée et familiale » dans un délai de deux mois suivant la notification du jugement.

05) N° 2400007

RAPPORTEUR : M. Riou

Demandeur Mme M Hasmik

DIALEKTIK AVOCATS
AARPI

Défendeur PREFECTURE DE L'ARIEGE

Mme Hasmik M demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2301355 du 24 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 23 février 2023 par lequel la préfète de l'Ariège l'a obligée à quitter le territoire français et a fixé le pays de renvoi ;
- 2°) d'annuler l'arrêté du 23 février 2023 ;
- 3°) d'enjoindre au préfet de l'Ariège de procéder au réexamen de sa situation administrative dans le délai d'un mois suivant la notification du jugement et sous astreinte de 100 euros par jour de retard et lui délivrer dans l'attente une attestation de demande d'asile ;
- 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2000 euros au titre des articles 37 de la loi du 10 juillet 1991 et L. 761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 12 septembre 2025

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 09/10/2025 à 10h00

Président : Monsieur Chabert
Assesseurs : Monsieur Teulière et Madame Restino
Greffier : Monsieur Kinach

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

01) N° 2301648 RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur	ASS. DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET DES RUES ADJACENTES ET POUR	SCP SVA
Défendeur	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	SCP CGCB & ASSOCIES

L'association des riverains de la rue de Fontcouverte et des rues adjacentes et pour la préservation du Parc Montcalm (ARFA Parc Montcalm) demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2202586 du 11 mai 2023 par laquelle le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération du 22 mars 2022 par laquelle le conseil de la métropole de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la modification n° 14 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier, en totalité ou, à titre subsidiaire, en tant qu'elle concerne le point n° 15 visant l'instauration d'une règle de hauteur maximale des constructions de 25 mètres dans le secteur AU1-6w,

2°) d'annuler dans sa totalité la délibération du 22 mars 2022 portant approbation du PLU de la commune de Montpellier,

3°) de mettre à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

02) N° 2301652

RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur	ASS. DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET DES RUES ADJACENTES ET POUR	SCP SVA
Défendeur	SOCIETE EQUIPEMENT REGION MONTPELLIERAINE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER	ERNST & YOUNG

L'association des riverains de la rue de Fontcouverte et des rues Adjacentes et pour la préservation du Parc Montcalm (ARFA Parc Montcalm) demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2102368 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 10 mars 2021 par lequel le préfet de l'Hérault a délivré à la société Equipement région montpelliéraine (SERM) un permis de construire à l'effet de réaliser une chaufferie biomasse au sein de la zone d'aménagement concerté de l'EAI sur un terrain situé au 9-11 rue des chasseurs sur le territoire de la commune de Montpellier,

2°) d'annuler le permis de construire délivré à la SERM le 10 mars 2021,

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

03) N° 2301857

RAPPORTEUR : M. Teulière

Demandeur	M. K Belkacem	Me MANYA
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-FÉLIU-D'AVALL	CHICHET-HENRY-PAILLES-

M. Belkacem K demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2101069 du 1er juillet 2022 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 9 novembre 2020 par lequel le maire de la commune de Saint-Féliu-d'Avall lui a délivré un certificat d'urbanisme déclarant non réalisable une opération de construction sur la parcelle sise rue des Corbières cadastrée section AE n°83,

2°) d'annuler le certificat d'urbanisme négatif du 9 novembre 2020,

3°) de mettre à la charge de la commune de Saint-Féliu d'Avall la somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2301121

RAPPORTEUR : M. Teulière

Demandeur	M. R Pierre	SELARL VALETTE-BERTHELSEN
Défendeur	M. et Mme HOUILLON Ruben et Catherine MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER	Me AVALLONE

M. Pierre R demande à la cour :

- d'annuler le jugement n°2104185 du 16 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a, sur la demande de M. et Mme H, annulé le permis de construire un restaurant saisonnier sur un terrain situé chemin des Hortes, délivré le 10 juin 2021 par le maire de Saint-Guilhem-le-Désert,

- de rejeter la demande de première instance présentée par M. et Mme H,

- de mettre à la charge de M. et Mme H la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

05) N° 2301411

RAPPORTEUR : M. Teulière

Demandeur	Mme D Mireille	LO AVOCATS
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER	
Autres parties	COMMUNE DE CRESPIAN	

Mme Mireille D demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2100183 du 18 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de trois certificats d'urbanisme du 29 octobre 2020 par lesquels le maire de Crespian a déclaré non réalisables trois opérations de construction d'une maison individuelle sur un terrain issu d'une division autorisée le 7 mars 2020, situé chemin du Grès au Mouledou, ensemble la décision du 29 novembre 2020 rejetant le recours gracieux formé à l'encontre de ces certificats,

2°) d'annuler les trois certificats négatifs contestés,

3°) d'enjoindre au maire de Crespian de délivrer trois certificats d'urbanisme déclarant réalisable la construction d'une villa sur le terrain d'assiette objet de la demande, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision à venir, sous astreinte de 500 euros par jour de retard,

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

06) N° 2301574

RAPPORTEUR : M. Teulière

Demandeur	M. et Mme R Dominique et Michelle	CARMINATI JULIEN
Défendeur	COMMUNE DE CLERMONT L'HÉRAULT	ARCAMES AVOCATS

M. et Mme R demandent à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2101455 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 16 novembre 2020 par lequel le maire de Clermont-l'Hérault a refusé de leur délivrer un permis de construire portant sur l'extension d'une maison individuelle située sur une parcelle cadastrée section CT n° 25,

2°) d'annuler l'arrêté de refus de permis de construire du maire de Clermont-l'Hérault en date du 16 novembre 2020,

3°) d'enjoindre au maire de Clermont-l'Hérault de réexaminer leur demande de permis de construire,

4°) de mettre à la charge de la commune de Clermont-l'Hérault la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 12 septembre 2025

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 09/10/2025 à 11h00

Président : Monsieur Chabert
Assesseurs : Monsieur Teulière et Madame Restino
Greffier : Monsieur Kinach

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

01) N° 2301667 **RAPPORTEUR : M. Teulière**

Demandeur	M. B Jérôme	MENVIELLE SYLVIE
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE, DE LA FORET, DE LA MER	
Autres parties	COMMUNE DE BEUCAIRE	

M. Jérôme Marc B demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2100576 du 12 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 14 août 2020 du maire de la commune de Beaucaire portant interruption des travaux entrepris sur le terrain situé 1055, chemin du mas d'Aillaud à Beaucaire,
- 2°) d'annuler l'arrêté du maire de Beaucaire du 14 août 2020,
- 3°) de mettre à la charge de la commune de Beaucaire la somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2302499 **RAPPORTEUR : M. Teulière**

Demandeur	Mme G Nino	VIENS ANNE-CATHERINE
	M. M Garik	VIENS ANNE-CATHERINE
Défendeur	PREFECTURE DE VAUCLUSE CE	

Mme Nino G et M. Garik M demandent à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2301183, 2301184 du 26 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté leurs demandes tendant à l'annulation des arrêtés n°ASI/84/2023/23 et n° ASI/84/2023/22 du 17 mars 2023 par lesquels la préfète de Vaucluse leur a refusé leurs demandes d'admission au séjour, les a obligés à quitter le territoire français et a fixé le pays de renvoi ;
- 2°) d'annuler les arrêtés préfectoraux n°ASI/84/2023/23 et n° ASI/84/2023/22 du 17 mars 2023 ;
- 3°) d'enjoindre à la préfète de Vaucluse de réexaminer leurs demandes et les titres de séjour demandés dans un délai de trente jours dès notification de la décision à venir ;
- 4°) de mettre à la charge de la préfète de Vaucluse la somme de 1 200 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Diard

03) N° 2402941 RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur	COMMUNE DE SAINT-GERVAIS	SELARL BLANC-TARDIVEL-BOCOG
Défendeur	SC HOLDING GC	Me COQUE

Le maire de la commune de Saint-Gervais demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2202253 du 1er octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a, d'une part, annulé son arrêté du 22 juin 2022 portant opposition à déclaration préalable déposée par la société SC Holding GC en vue de la division en cinq lots destinés à être bâtis d'un terrain situé chemin de la Jasse, et, d'autre part, lui a enjoint de délivrer à la société SC Holding GC une décision de non-opposition à déclaration préalable dans un délai d'un mois à compter de la notification du jugement ;

2°) de mettre à la charge de la société SC Holding GC la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2402942 RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur	COMMUNE DE SAINT-GERVAIS	SELARL BLANC-TARDIVEL-BOCOG
Défendeur	SCI PALOMA	Me COQUE

Le maire de la commune de Saint-Gervais demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2202320 du 1er octobre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a, d'une part, annulé son arrêté du 16 juin 2022 par lequel il a refusé de délivrer à la SCI Paloma un permis d'aménager un lotissement de six lots à bâtir sur un terrain situé chemin des Celettes et, d'autre part, lui a enjoint de délivrer à la SCI Paloma le permis d'aménager sollicité dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement ;

2°) de mettre à la charge de la SCI Paloma la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

05) N° 2400190 RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur	M. E Moustafa	Me FARYSSY
Défendeur	PREFECTURE DE VAUCLUSE CE	

M. Moustafa E demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2303123 du 19 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 24 juillet 2023 par lequel la préfète de Vaucluse a rejeté sa demande de renouvellement de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français, a fixé le pays de l'éloignement et lui a interdit de retourner sur le territoire français pendant deux ans ;

2°) d'annuler l'arrêté du 24 juillet 2023 ;

3°) d'enjoindre à la préfète de Vaucluse le titre de séjour sollicité dans un délai d'un mois à compter de la notification du jugement à intervenir sous astreinte de 100 euros par jour de retard à compter de la décision à intervenir et, subsidiairement, de procéder au réexamen de sa demande sous la même astreinte et de lui délivrer, en attendant, une autorisation provisoire de séjour assortie d'une autorisation de travail ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

06) N° 2400212

RAPPORTEURE : Mme Restino

Demandeur M. N Mobashar

Me SEIGNALET
MAUHOURET

Défendeur PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

M. Mobashar N demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2300758 du 19 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 mars 2022 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a refusé de renouveler son titre de séjour temporaire "travailleur temporaire", l'a obligé à quitter le territoire dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination,

2°) d'annuler l'arrêté du préfet de la Haute-Garonne en date du 2 mars 2022,

3°) d'enjoindre au préfet de la Haute-Garonne de réexaminer sa situation et de lui délivrer un titre de séjour temporaire ou salarié dans un délai de quinze jours à compter de la décision à intervenir, sous astreinte de 100 euros par jour de retard,

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 600 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 12 septembre 2025

Le président de la cour,

Jean-François Moutte